

DREAL-UD69-AL  
DDPP-SPE-FC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2025-104  
imposant des prescriptions complémentaires à la société HIT  
pour l'installation exploitée 4 rue Lavoisier à Chassieu**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Commandeur de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 04 octobre 1989 modifié autorisant la société HIT à exploiter ses installations situées 4, rue Lavoisier à CHASSIEU ;
- VU** la note complémentaire à l'étude technico-économique de février 2017 transmise par la société HIT par courriel du 13 février 2020 ;
- VU** le positionnement par rapport aux nouvelles modalités de surveillance introduites par l'arrêté ministériel « RSDE » transmis par la société HIT par courriel du 25 février 2020, complété par lettre du 16 novembre 2021 ;
- VU** le rapport du 30 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU** la lettre du 2 avril 2025 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;
- VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que les compléments apportés à l'étude technico-économique restent à ce stade insuffisants s'agissant de la réduction des émissions de Nickel dans l'eau, compte tenu de l'analyse incomplète d'une des solutions de réduction étudiées, et qu'il convient donc d'imposer la transmission d'éléments complémentaires ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'acter la réduction des niveaux d'émission de Nickel dans l'eau, obtenue suite aux actions déjà mises en œuvre par la société HIT ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'actualiser les valeurs limites d'émission et les modalités de surveillance des rejets dans l'eau de la société HIT, notamment suite à la modification de l'arrêté ministériel susvisé du 30 juin 2006 ;

**CONSIDÉRANT** que la société HIT n'a pas apporté les éléments utiles s'agissant de ses émissions Diphényléthers bromés dans l'eau, et qu'il convient donc d'imposer la recherche de ces substances en vue de déterminer la fréquence de surveillance à mettre en œuvre et de fixer des valeurs limites adaptées ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures prévues sont de nature à permettre une exploitation compatible avec les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

### **ARRÊTE :**

#### **ARTICLE 1 :**

La société HIT, dont le siège social est situé 4, rue Lavoisier, 69680 CHASSIEU, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires définies dans les articles suivants pour l'établissement qu'elle exploite à la même adresse.

Ces dispositions complètent les prescriptions des actes antérieurs qui restent applicables.

#### **ARTICLE 2 :**

Le tableau du paragraphe 8.5.2 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 04 octobre 1989 modifié est remplacé par le tableau suivant :

<b>Paramètre</b>	<b>Code SANDRE</b>	<b>Périodicité de surveillance</b>	<b>Mesures comparatives par un organisme tiers</b>
Nickel	1386	hebdomadaire	trimestrielle
Cuivre	1392	hebdomadaire	trimestrielle
Zinc	1383	hebdomadaire	trimestrielle
Chrome III	5871	hebdomadaire	trimestrielle
Fer	1393	hebdomadaire	trimestrielle
DCO	1314	trimestrielle	
DBO5	1313	trimestrielle	
MES	1305	trimestrielle	
AOX	1106	trimestrielle	
Manganèse	1394	trimestrielle	
Indice Hydrocarbure	7007	annuelle	
Fluorures	7073	annuelle	
Phosphore total	1350	annuelle	
Nonylphénols	1958	annuelle	
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1168	annuelle	
Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés (PFOS)	6561	annuelle	

### ARTICLE 3 :

Le tableau du paragraphe 8.5.3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 04 octobre 1989 modifié est remplacé par le tableau suivant :

Paramètre	Code SANDRE	Valeur limite concentration (mg/l)	Valeur limite flux journalier (kg/j)	Valeur limite flux moyen annuel (g/j)
Nickel	1386	2	0,3	70
Cuivre	1392	1,5	0,1	/
Zinc	1383	2	0,3	200
Chrome III	5871	1,5	0,5	/
Fer	1393	5	1,8	/
DCO	1314	200	40	/
DBO5	1313	100	20	/
MES	1305	30	6	/
AOX	1106	5	30 g/j	/
Manganèse	1394	5	1,8	/
Indice Hydrocarbure	7007	5	1	/
Fluorures	7073	15	5	/
Phosphore total	1350	10	2	/
Nonylphénols	1958	30 µg/l	0,5 g/j	/
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1168	50 µg/l	10 g/j	/

### ARTICLE 4 :

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une nouvelle étude technico-économique complémentaire permettant :

- de compléter l'analyse de la solution de traitement de finition non retenue en l'état ;
- si elle demeure non retenue à l'issue de la nouvelle étude, d'apporter les éléments démontrant l'impossibilité technique ou économique ou le caractère disproportionné de cette solution.

S'il n'a pas démontré l'impossibilité technique ou économique ou le caractère disproportionné de la solution de traitement de finition, l'exploitant transmet dans le même délai à l'inspection des installations classées une nouvelle proposition de stratégie d'actions intégrant cette solution et présentant le gain obtenu et les niveaux de rejet attendus après mise en œuvre.

La nouvelle proposition de stratégie d'actions précitée est accompagnée d'un échéancier de réalisation.

Le paragraphe 8.5.4 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 04 octobre 1989 modifié est abrogé.

### ARTICLE 5 :

L'exploitant fait réaliser 4 campagnes trimestrielles de recherche des Diphényléthers bromés listés au présent article dans les rejets aqueux issus des installations qu'il exploite, en amont des éventuels points de mélange avec d'autres effluents.

Diphényléthers bromés (somme des 7 composés) :

- Tétra BDE 47 (code SANDRE 2919)
- Penta BDE 99 (code SANDRE 2916)

- Penta BDE 100 (code SANDRE 2915)
- Hexa BDE 153 (code SANDRE 2912)
- Hexa BDE 154 (code SANDRE 2911)
- Hepta BDE 183 (code SANDRE 2910)
- Deca BDE 209 (code SANDRE 1815)

Le laboratoire d'analyse est agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il est accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). L'échantillon analysé est prélevé sous accréditation.

La première campagne de recherche est réalisée dans un délai de 3 mois.

Dans un délai de 18 mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une proposition de valeurs limites d'émission (concentration et flux) et de fréquence de surveillance pour les substances listées au présent article, tenant compte des niveaux de rejet mesurés et des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 6 : PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Chassieu et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Chassieu pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Chassieu fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 7 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1<sup>er</sup> jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (HIT - 4, rue Lavoisier, 69680 CHASSIEU), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

## **ARTICLE 8 : EXÉCUTION**

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Chassieu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société HIT.